

JEMEPPE-SUR-SAMBRE — Un arrêté ministériel du 17 mars 2008 approuve le nouveau Règlement communal d'urbanisme de Jemeppe-sur-Sambre, tel qu'adopté définitivement par le conseil communal le 30 octobre 2007, aux conditions suivantes :

§ 1^{er}. Les dispositions reprises dans les textes ci-après sont supprimées :

Pour l'aire du bâti en cœur urbain - section 4 - constructions - page 31 et pour l'aire du bâti éclectique - section 4 - constructions - page 63 : «

« Les bâtiments annexes seront limités en surface et en hauteur comme les bâtiments secondaires. Ils seront implantés en fond de parcelle le long des limites parcellaires; toutefois, les bâtiments annexes destinés au garage de véhicules seront implantés à proximité du bâtiment principal ».

Pour l'aire du bâti en rue - section 4 - construction - page 47 :

« Les bâtiments annexes seront limités en surface et en hauteur comme les bâtiments secondaires. Ils seront implantés en fond de parcelle le long des limites parcellaires. Les garages seront, dans la mesure du possible, directement accessibles du domaine public; ils seront installés, soit dans le corps du bâtiment principal, soit dans le corps du bâtiment secondaire latéral dont l'entrée ne pourra excéder le plan de l'élévation arrière du bâtiment principal ».

Pour l'aire du bâti en transition - section A - constructions - page 77 :

« Les bâtiments annexes seront limités en surface et en hauteur comme les bâtiments secondaires. Ils seront implantés en fond de parcelle le long des limites parcellaires; toutefois, les bâtiments annexes destinés au garage de véhicules seront implantés à proximité du bâtiment principal. Ils seront, dans la mesure du possible, directement accessibles à du domaine public et installés, soit dans le corps du bâtiment principal, soit dans le corps du bâtiment secondaire latéral. »

Pour l'aire du bâti en cœur de village - section 4 - constructions - page 93 :

« Les petits bâtiments annexes seront implantés en fond de parcelle, le long des limites parcellaires. Si l'un d'entre eux est destiné au garage de véhicules, il sera proche du bâtiment principal. Les bâtiments annexes seront limités en surface et ne comporteront qu'un seul niveau. »

Pour l'aire du bâti en écarts - section 4 - constructions - page 119 :

« Les bâtiments annexes seront implantés en fond de parcelle, le long des limites parcellaires ou, notamment s'ils sont destinés au garage de véhicules, près du bâtiment principal ou en prenant appui sur l'alignement. Ils seront limités en surface et ne comporteront qu'un seul niveau. »

Pour l'aire du bâti en extension - section 4 - construction page 142 :

« Les bâtiments annexes seront limités en surface et en hauteur comme les bâtiments secondaires. Ils seront implantés en fond de parcelle le long de limites parcellaires. Sauf s'ils sont destinés au garage de véhicule(s), les bâtiments annexes seront implantés à proximité du bâtiment principal et seront, dans la mesure du possible, directement liés au domaine public. Ils seront installés, soit dans le corps du bâtiment principal, soit dans le corps d'un bâtiment complémentaire dont l'entrée ne pourra excéder le plan de l'élévation arrière du bâtiment principal. »

§ 2. Ces dispositions sont remplacées par la règle suivante : « Les bâtiments annexes sont limités en nombre en superficie et en gabarit. Ils seront implantés à l'arrière des bâtiments principaux et secondaires. Toutefois, lorsqu'ils sont destinés au garage de véhicules, des dispositions spécifiques sont établies. »

§ 3. Aire du bâti en écarts protégés - section 4 - constructions - page 133 :

La disposition suivante est supprimée : « ... ou, lorsqu'il s'agit de marquer le changement de direction ou le croisement entre deux rues, par un comble à croupe, ou encore, par l'articulation de deux bâtiments. »

§ 4. Aire du bâti en extension - section 3 - options urbanistiques - page 142 :

la disposition suivante est supprimée : « ... et de 5 ares lors d'une opération de lotissement » et remplacée par : « ... et de 6 ares lors d'une opération de lotissement ».

§ 5. Aire du milieu rural - article 554 - page 143 : la disposition suivante est supprimée : « le bâtiment principal ou l'ensemble qu'il forme avec ses bâtiments complémentaires... » et remplacée par : « Le bâtiment principal ou l'ensemble qu'il forme avec ses bâtiments secondaires... »

JODOIGNE - HELECINE - ORP-JAUCHE — Un arrêté ministériel du 21 mars 2008 approuve le cahier de charges urbanistique et environnemental relatif à la mise en œuvre de la zone d'activité économique mixte d'Hélocine (Opheylißem) - Jodoigne (Piétrain et Saint-Jean-Geest) - Orp-Jauche (Noduwez) (planche 32/85), inscrite au plan de secteur de Wavre-Jodoigne-Perwez, par la révision dudit plan de secteur adoptée définitivement par le Gouvernement le 22 avril 2004.

LIBIN. — Un arrêté ministériel du 18 mars 2008 renouvelle la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de Libin dont la composition est contenue dans la délibération du conseil communal du 31 mai 2007.

La liste des membres peut être consultée auprès de la Direction de l'Aménagement local de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Libin.

LIBIN. — Un arrêté ministériel du 18 mars 2008 approuve le Règlement d'Ordre intérieur de la Commission consultative communale d'Aménagement du Territoire et de Mobilité de Libin tel que contenu dans la délibération du conseil communal du 20 décembre 2007.

Ledit Règlement peut être consulté auprès de la Direction de l'Aménagement local de la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine, rue des Brigades d'Irlande 1, 5100 Jambes, et auprès de l'administration communale de Libin.

LIEGE. — Un arrêté ministériel du 14 décembre 2006 reconnaît le périmètre et l'opération de revitalisation urbaine « Vivegnis » à Liège.